



L'ÉTENDARD

RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE ANARCHISTE HEBDOMADAIRE

Le Numéro :
10 Cent.

Le Numéro :
10 Cent.

ABONNEMENTS

Pour toute la France	Trois mois . . .	1 fr. 50
	Six mois . . .	3 fr. »
	Un an	6 fr. »

Etranger : le port en sus.

ADMINISTRATION & RÉDACTION

51, rue Molière, à Lyon

RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications s'adresser aux bureaux, 51, rue Molière, 51 tous les jours, de 8 à 10 heures du soir

LES RESPONSABILITÉS

Plusieurs de nos dépositaires nous adressent des réclamations concernant la réception du journal, il y en a même qui ne le reçoivent, paraît-il, que le lundi.

Nous prévenons nos amis que le plus souvent l'expédition au dehors de Lyon se fait le jeudi, à 7 heures du soir, mais jamais plus tard que le vendredi à 10 heures du matin. Le retard qu'ils éprouvent n'est donc du tout absolument qu'à la mauvaise volonté des Administrations Postes et Chemin de fer, car si les journaux quotidiens du gouvernement parvenaient avec une pareille lenteur, la vente serait impossible.

L'ADMINISTRATION.

LA FATALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

« Il n'est donné à personne, ni à aucun groupe révolutionnaire, fût-il composé de plusieurs milliers de membres, de déterminer ces grands mouvements qui désorganisent les pouvoirs constitués, qui brisent la puissance des forces répressives, qui soulèvent la masse entière d'une nation et qui éclatent en une révolution. On n'économise pas plus qu'on ne provoque une révolution : on la subit.... »

Ces lignes sont extraites textuellement d'un article paru dans le journal collectiviste le *Citoyen*, à la date du 16 septembre 1882, sous la signature : Paul Lafargue.

Nous ne ferons aucune difficulté pour reconnaître qu'en tenant semblable langage — pour peu toutefois qu'on veuille bien isoler l'affirmation précitée de ce qui la précède et de ce qui la suit — M. Paul Lafargue a parfaitement raison.

Non! il n'est donné à personne — individu ou groupe — de fixer l'heure juste d'un cataclysme social!

Non! il n'est point, il ne sera jamais, il n'a jamais été d'initiative assez puissante pour galvaniser soudain les asservis, pour les arracher à leur indifférence résignée ni les lancer à l'assaut des bastilles dont leur conscience n'a pas encore clairement reconnu la légitimité et la nécessité de la destruction!

Non! une révolution ne s'improvise, ni ne se décrète, et il est bien vrai de dire que seule, la logique des événements et la nécessité l'impose!

Et cela est vrai surtout — ou plutôt cela est vrai seulement — quand c'est d'un œil anarchiste qu'on regarde se dérouler les vicissitudes de l'histoire.

Ah! s'il ne s'agissait que de substituer un

état-major à un autre état-major — avec mission, comme disait Foutriquet-le-Sinistre, de « jouer le même air, mais de le jouer mieux » — s'il ne s'agissait que de « retourner l'Etat » et d'installer de nouveaux fonctionnaires au timon des affaires, à la charge tout bonnement de mettre les mêmes institutions au service d'autres intérêts; — s'il ne s'agissait, en d'autres termes, que de s'emparer du gouvernement et de poser une main victorieuse sur le bouton central du réseau télégraphique, — parbleu! il va de soi qu'une émeute heureuse, une conspiration bien conduite, un hardi coup de main pourraient suffire....

Des révolutions comme celles-là — semblables à ces révolutions sans lendemain qui « tous les vingt ans, depuis le commencement du siècle, déracinent périodiquement les pouvoirs de l'Etat » — peuvent être provoquées, déterminées avec certaines chances de succès.

Mais la révolution sociale dont il retourne

utiliser la mécanique bourgeoise, mais à en casser sans merci tous les rouages; non pas à couler dans le vieux moule des formes inédites, mais à transformer la société de fond en comble; non pas seulement à « exproprier la classe capitaliste » pour la remplacer par d'autres dirigeants et d'autres exploités — individuels ou collectifs — mais à extirper l'autorité, économique et politique, jusqu'à ses plus extrêmes racines, cette révolution-là c'est tout une autre affaire. Et c'est bien d'elle qu'on peut et qu'on doit affirmer qu'elle n'est à la disposition de personne.

Ce n'est point, en effet, une élite de militants — cette élite comptât-elle, rangés autour de son drapeau, des milliers de soldats conscients et résolus — qui pourra jamais se flatter d'être en état de la réaliser intégralement. Elle ne peut être l'œuvre que des masses travailleuses déchaînées par un vent de colère, d'une jacquerie générale de sa Majesté Tout-le-Monde, comme nous l'avons dit si souvent et comme nous avons le droit de le dire, nous autres qui ne rêvons ni de pontificat, ni de dictature et ne nous croyons ni plus intelligents, ni plus vertueux, ni plus aptes, enfin, que le reste.

Rien de surprenant dès lors — puisque nous professons de semblables idées et affichons de telles espérances — que nous reconnaissons l'excellence de cette partie de la thèse de M. Paul Lafargue.

Comme lui, nous pensons que l'Europe tout entière (sans compter l'Amérique, les pays musulmans et jusqu'à la Chine elle-même) est « en travail d'une révolution sociale ».

Comme lui, nous savons que la bourgeoisie internationale, en dépit de sa vitalité et de sa force apparente, est absolument incapable de supporter le choc de ces crises politiques et économiques dont les grèves

si fréquentes de ces dernières années sont autant de symptômes précurseurs.

Comme lui, nous sommes certains que la révolution surgira fatalement des complications dans lesquelles l'Europe va être précipitée.

Comme lui, enfin, nous ne redoutons pour elle ni « les chinoïseries des politiciens radicaux », ni la modération des revendications du prolétariat industriel « cette armée toujours au service de la cause révolutionnaire », ni la résistance des masses paysannes, « menacées dans les anciennes conditions d'existence de la petite propriété. »

En revanche, où nous cessons d'être d'accord, c'est quand M. Paul Lafargue se permet d'affirmer que cette même révolution « e pourra être avancée ni par la phraséologie révolutionnaire, ni par des actes révolutionnaires industriels. »

« Phraséologie révolutionnaire », — nous

tels et tels beaux parleurs qui, tout en préconisant l'insurrection (il n'y a que ça!) s'évertuent à côté à trouver des dérivatifs à la fièvre de révolte du prolétariat, le programme minimum, par exemple, la taxation légale des loyers, ou la candidature ouvrière.... Mais, à ce compte-là, M. Lafargue tirerait donc sur ses propres troupes?

« Les actes révolutionnaires individuels ».... Ici, nous comprenons. Même, nous ne comprenons que trop.

Comment! des actes révolutionnaires, — individuels, comme celui de Florian, de Reims, ou de Fournier, de Roanne, — isolés, prématurés même, si vous voulez comme les émeutes de Montceau, — ne peuvent pas servir la Révolution!

Pourquoi donc les avez-vous approuvés, salués, célébrés, même, ni plus ni moins que des anarchistes. C'était donc une comédie, un procédé « électoral » nécessité par les susceptibilités de votre clientèle révolutionnaire, plus révolutionnaire que ses meneurs! Que n'avez-vous donc suivi l'exemple de votre ami Dumay le lâcheur? Ayez donc, au moins comme lui, le courage de vos opinions....

Ou bien est-ce que vous voulez que la révolution soit faite par vous-même et par vous seuls — à votre profit exclusif, naturellement! — sur le plan arrêté par vous, dans le silence du cabinet, et seulement quand vous aurez jugé opportun de donner le signal... Mais alors, vous êtes en contradiction avec vos propres prémisses, avec ces prémisses devant lesquelles nous nous inclinons tout à l'heure, en reconnaissant volontiers l'exactitude et la portée!

Ce qu'il y a de vrai, tout au contraire, c'est que pour secouer la torpeur des galériens du baign social, pour faire pénétrer jusqu'à leur conscience l'aiguillon de la

haine émancipatrice, pour soulever efficacement les masses industrialisées, la légion infinie de ces pauvres bougres qui ne lisent guère et vont encore moins au meeting ou au club, il faut des actes révolutionnaires individuels, des exemples, des actes, des faits.

Ce qu'il y a de vrai, c'est que pour jeter dans la lutte cette foule laborieuse qui, tout en se contentant aujourd'hui de la résistance économique, n'attend pour déployer l'étendard de la rébellion que l'apparition de « circonstances révolutionnaires », il faut faire surgir ces circonstances, ce qui sera nécessairement l'œuvre héroïque d'initiateurs isolés.

Ce qu'il y a de vrai, c'est que, si nous ne voulons pas que la prochaine aboutisse encore à un avortement, à une modification d'étiquette, à un chassé-croisé de gouvernants, il faut incessamment attiser l'esprit d'indiscipline, développer l'initiative individuelle, créer un si puissant courant d'opinion révolutionnaire qu'aucun esca-

motage ne soit plus possible à l'avenir!

Mais comment cela se ferait-il sans escarmouches et sans petite guerre?

Il est vrai que ce genre de tactique générerait considérablement les intrigants, les ambitieux et les farceurs, les prétendants à la dictature et les coureurs de fauteuils parlementaires....

Ne serait-ce point pour cela que M. Paul Lafargue s'est fait l'avocat de cette théorie — singulière au moins, sous la plume d'un socialiste militant — qui devrait logiquement aboutir à se désintéresser d'événements dont l'évolution nécessaire est immuable, à ne plus agir, à ne plus combattre, mais à laisser couler l'eau... ou le sang?

CE PAUV' PEUPLE!

En dehors du Sénat et de la Chambre des députés, ces théâtres en relâche des bouffonneries parlementaires, il y aurait largement de quoi désopiler la rate des amis du suffrage universel en leur montrant, au Conseil général, les pitres Gay et Debolo et les scapins de l'opportunisme gouvernemental, les Thévenet et les Oustry, s'administrant, à tour de rôle, pour l'esbaudissement des électeurs imbéciles, de superbes coups de pied... au bas des reins, rappelant ceux des saltimbanques.

Mais telle n'est point notre intention.

Les témoignages d'affectueuse sollicitude du Conseil municipal républicain de la ville de Lyon à l'égard du pauvre peuple suffisent à notre bonheur.

Ah! laissez-moi vous le dire, lorsque je pense au suffrage universel, à ses incomparables bienfaits et que, dans mes rêves, apparaissent au milieu de l'aurore de la Mairie Centrale, les grotesques idiots, blindés d'hy-pocrisie démocratique, dont le bulletin de vote

a fait les mandataires, les représentants d'une population intelligente, laborieuse, essentiellement révolutionnaire, je me demande si les leçons de l'expérience n'ont pas encore été suffisantes pour nous indiquer à quel point d'abaissement nous sommes tombés!

Cependant, je dois à ma conscience de plaider en faveur de ces mandataires, de ces représentants, de larges, très larges, excessivement larges circonstances atténuantes! Certes, Gaillon doublé de ses appointements et de ses folichonnes actrices; certes, Chéron-Joséphine, nageant à la fois dans les eaux grasses du Grand-Théâtre, du Progrès de Lyon et de quelques vespasienâtes indispensables à ses infirmités; certes, les Bouffier et leurs acolytes du mariage civil à la portée de toutes les humiliations; certes, la collection des plats malets qui lèche leurs mains complaisantes, méritent la reconnaissance des Lyonnais en général et, en particulier, des vingt cinq ou trente mille ouvriers sans travail et sans pain.

Mais là où j'admire le plus ces élus du suffrage universel, ces édiles ou, si vous voulez, ces choisis, c'est dans tout ce qu'ils font pour le pauvre peuple qui les a nommés.

Car il n'y a pas à discuter, c'est incalculable ce que ces élus, ces édiles, ces choisis ont fait pour le pauvre peuple!

D'abord aux ouvriers tisseurs qui crèvent de faim et qui, sur les millions que l'on dépense tous les ans à payer... la poche des conseillers municipaux et de leurs créatures, sollicitaient humblement un tout petit million destiné à sécher tant de larmes, ils ont, ces édiles, largement aboulé zero francs et zero centimes. Mieux que cela, ils ont donné... du balai aux quémandeurs récalcitrants.

Mais, en revanche, ils ont édifié sur la place de la République une colonne en simili-chocolat.

(Primitivement, à ce que l'on raconte, cette colonne devait être en véritable chocolat, afin que les prolétaires affamés puissent, tous les matins, bénéficier des 50.000 francs, en léchant leur déjeuner, une idée somptueuse qui eût rallié, sur le terrain électoral, le Comité central et l'Alliance.)

Enfin, entre autres munificences, l'égard

du pauvre peuple, les vicieuses, ces canes, ces élus, ces choisis, de se signaler par un acte que nous recommandons à votre admiration.

Nagnère, nous avons vu M. le préfet Oustry enrôlant, de gré ou de force, les portefaix et crocheteurs dans le service de la police de sûreté.

La municipalité et les agents de la voirie n'ont pas voulu faire moins « grand » et surtout moins utile!

Sur nos places publiques, des meurt-de-faim étiquetés commissionnaires ou décrocteurs, payant et la patente et l'emplacement, ont installé de lourdes chaises. Sous le régime des tyrans, toujours cette installation avait été tolérée. On se disait que ces malheureux, gagnant si laborieusement de quoi ne pas mourir de faim eux et leurs familles, et habitant la plupart des mansardes, ne pouvaient, après une rude journée de fatigues, de courses par la pluie ou la bise glacée, monter à leur sixième étage cet encombrant instrument de travail ou payer une location pour le remiser chez des concierges du voisinage.

Gaillon, Domengot et un inspecteur nommé Garnichon ou Cornillon, je ne sais pas au juste, n'ont pas été de cet avis.

Désormais, au nom de la République et de la Fraternité, au nom de ce pauvre peuple qu'ils aiment, ces édiles, place nette ou l'amende ou le retrait de la permission ou la misère ou le désespoir ou la mort!

Pourtant, ô pauvre peuple! tu n'as que ce que tu mérites.

Une consolation te reste, et je suis heureux de la verser sur ton cœur: chaque fois que Chéron-Joséphine ou l'un de ses congénères viennent ingurgiter une absinthe, ils gémissent sur ton sort et laissent couler un pleur et une pièce de deux sous dans le tronc du Sou des écoles!

LETTRÉ PARISIENNE

En reprenant dans l'Etendard révolutionnaire les lettres parisiennes commencées dans le Droit social, je ne crois pas utile de redonner à nouveau la composition des divers éléments révolutionnaires qui s'agitent ici; c'est une besogne trop puérile et souvent trop mal interprétée pour que je l'entreprene, d'autant plus qu'il y a plus urgent et plus nécessaire.

On ne parle à Paris, dans les groupes du parti ouvrier, que du congrès de Saint-Etienne où vont se rencontrer en bataille rangée les gros bataillons de Brousse et de Guesde; tout le monde sait qu'il n'y a là qu'une question de prépondérance personnelle, et pourtant on s'en occupe comme d'un événement de la dernière importance.

Chacun de son côté cherche à grouper le plus de délégués possible; il y a des cercles qui comptent à peine quatre ou cinq membres et qui envoient deux délégués, c'est-à-dire qui s'imposent une dépense de 300 à 400 francs pour que M. Brousse dame le pion à M. Guesde, et que le parti ouvrier, au lieu d'être dans les mains du juif allemand, soit dans celles du jésuite de l'Hérault.

Il y en a bien, parmi les ouvriers, qui regimbent contre de pareils procédés et qui les voudraient voir abandonner une fois pour toutes; mais la date électorale aidant, pour ne pas semer la division, on se tait, on cache ses rumeurs, on étouffe ses réclamations, et la bande des farceurs s'en va tranquillement dans la capitale du Forez, bavarder à raison de 10 ou 15 fr. par jour pour le plus grand « esbaubissement » du pauvre peuple, qui, tondu aujourd'hui par les bourgeois, devrait bien ne pas se laisser tondre demain par les réclamateurs à tant la période.

distes et broussistes; une preuve frappante est apportée d'ailleurs par la petite note que par deux fois Brousse a fait insérer dans le Prolétaire, et où l'on fait savoir, urbi et orbi, que Guesde a été pendant quelque temps l'« entretenu » — c'est le terme dont il s'est servi — du parti socialiste révolutionnaire. Je suis, pour ma part, fort heureux de faire constater que jamais les anarchistes, injuriés, insultés, calomniés, vilipendés par la bande de Guesde n'ont mis au jour cette accusation, et cependant le diable sait s'ils la connaissent. Cela prouve une fois de plus qu'on n'est jamais trahi que par les siens, et Guesde — qui d'ailleurs a répondu d'une façon très digne et très correcte — en fait aujourd'hui une dure expérience. Nous n'aurons pas la cruauté d'insister.

L'Etendard a inséré dans son dernier numéro un filet de la Bataille à propos du discours de cet aimable marseillais qui a nom Clovis Hugues; il paraît, d'après des renseignements que j'ai tout lieu de croire exacts, que le congrès de Saint-Etienne ne se passera pas sans qu'il y ait un incident à cet égard, et l'on m'a signalé un délégué qui est mandaté expressément pour « exécuter » le petit Clovis. On voit que la note gaie ne manquera pas aux « grandes assises du travail » et que si nos amis de là-bas veulent rire un brin, ils pourront se payer le plaisir d'assister à une des séances. Nous comptons d'ailleurs à Paris que l'Etendard recevra des confidences à ce sujet, et qu'il s'empressera de nous les communiquer.

J'ai gardé pour la bonne bouche les anarchistes parisiens. On se remue beaucoup ici, — certains grincheux disent même trop — glissons, mortels... Il y aura di-

manche à Versailles un meeting avec Louise Michel, ce sera certainement intéressant; puis encore un autre, au profit de l'Etendard, à Paris, à la Redoute, qui promet aussi de ne pas être dépourvu d'intérêt.

Le remue-ménage de ces temps-ci n'a pas empêché la formation de nouveaux groupes; signalons celui du XI^e qui fera — les initiateurs, E. Gauthier et Bernard nous le présagent assez — de la bonne besogne; et celui du 14^e, qui sera composé des « jeunes » du quartier, et qui n'en exercera pas moins une action salutaire dans ce milieu exclusivement ouvrier.

LES BANDES NOIRES

Voulant nous rendre un compte exact de la situation du mouvement révolutionnaire dans la Saône-et-Loire, un de nos collaborateurs s'est rendu à Montceau-les-Mines, ainsi que dans diverses localités du département.

Que nos lecteurs nous permettent de garder le silence sur les secrets de cet admirable mouvement anarchiste qui fait trembler les Chagot et les Jeannin de tout acabit.

Néanmoins, nous pouvons dire au prolétaire de tous les pays: quand vous y serez, vous n'aurez qu'à le dire, les travailleurs de Saône-et-Loire sont prêts.

Tactique

RÉVOLUTIONNAIRE

A l'usage des ouvriers de la terre

Suite de la causerie de Theuley-lès-Lavoncourt.

Portefoin. — Etre un voleur est bientôt dit, mais je maintiens que le vendeur est toujours libre d'accepter ou de refuser le prix qu'on lui offre de sa marchandise.

Gérard. — Même quand l'huissier est aujour-

payé.

Portefoin. — Le créancier est-il cause de cette situation?

Gérard. — Directement pas toujours, mais indirectement oui, car c'est la succession de créances inavouables qui ont déterminé la ruine.

Portefoin. — Tout cela ne prouve pas qu'il y ait vol.

Gérard. — Affaire d'appréciation, M. Portefoin: Pourquoi donc alors, quand nous disons que nous voulons faire main basse sur la propriété individuelle, dites vous que c'est un vol?

Portefoin. — Mais parce que les lois s'opposent à cet acte, elles s'y opposent si bien que vous ne voulez le perpétrer que dans le trouble d'une Révolution.

Gérard. — Nous sommes encore d'accord ici en tout point. Mais laissez moi placer ici une observation, qui a bien sa valeur. Par qui les lois sont-elles faites? par les détenteurs de la propriété n'est-ce pas? elles sont donc faites pour consacrer toutes les usurpations du capital, et la preuve qu'elles sont faites dans ce but, c'est qu'elles ont besoin d'un contingent énorme de force brutale pour se faire respecter: ceci est encore vrai. — Eh bien, quand le peuple sera en révolution, qu'il sera, lui aussi, en possession de la force, n'aura-t-il pas le droit à son tour de dicter ses volontés? et de vous dire à vous bourgeois: Disparaissez? Sur terre il ne doit y avoir que des hommes libres, n'aura-t-il pas le droit de vous dire: Votre honnêteté est une honnêteté de contrebande que nous brisons en vous jetant dans une société où vous serez honnête réellement, car, pas plus que nous vous ne pourrez faire autrement?

Portefoin. — Je ne suis pas convaincu, M. Gérard, et j'ai encore le droit de vous dire que vous m'accusez gratuitement.

Gérard. — Je ne cherche pas à vous convaincre; vos intérêts vous parlent plus fort que mes arguments, je vous dirai seulement: Evidemment, vous n'avez pas volé votre fortune puisque vous n'avez pris que la peine de naître pour entrer en possession, mais vous êtes un receleur au moins, et puisque vous invoquez si fort les lois bourgeoises, je vous rappellerai qu'elles

condamnent et vouent au mépris et au même titre le voleur et le receleur.

Tenez, nous allons trancher le différent, en posant une question à ces hommes qui nous écoutent, ils sont honnêtes, eux, vous n'en doutez pas?

Dites-moi mes amis. Quelle différence faites vous entre un homme qui vous sait sans défense et vous attend au coin d'un bois, le pistolet en main pour vous dépouiller?

Et celui qui, les pieds sur ses chenets en hiver dans un salon bien chaud, vous sachant sans ressources, vous qui grelottez de faim et de froid, vous attend dans son salon pour vous dire: je ne veux te payer que 3 francs par jour pour un travail pénible, c'est à prendre ou à laisser?

Guillaume. — Aucune, ils sont coupables tous deux.

Lejeune. — Aucune? j'en fais une grande moi, c'est que le voleur du coin du bois a au moins le courage de son action, il s'expose à la répression de la loi d'abord, puis à la vengeance du volé; tandis que le repus, dans son salon, commet une lâcheté, sous une protection assurée puisque pour dépouiller sa victime il se sent protégé par la force, il est donc sûr que le volé ne criera pas. Alors je dis: si l'un mérite de la prison, l'autre mérite qu'on l'étrangle.

Tous. — Ça, c'est bien vrai, bien sûr.

Portefoin. — Et vous voulez que je m'en rapporte à pareil jugement?

Gérard. Oh! je ne veux rien, je voulais seulement vous montrer le sentiment qui animerait les travailleurs quand la vérité serait placée sous leurs yeux, et j'ajouterais que nous ne devons pas plus longtemps tolérer ces vols journaliers, aussi disons-nous à nos amis: patientez encore quelques heures et nous allons vous dire ce que vous aurez à faire dans ce petit coin perdu, une fois que vous connaîtrez votre tâche, vous agirez en vertu de votre propre initiative, sans ordre de qui que ce soit comme cela se pratiquera dans chaque canton, dans chaque commune, partout enfin où il y aura des hommes qui comprendront et il y en aura des millions, car c'est la faim qui les enrôlera dans l'armée des revendications.

Portefoin. — Où allons-nous? où allons-nous? heureusement qu'il y a encore assez d'honnêtes gens pour vous mettre à la raison et que l'on compte plus d'honnêtes ouvriers que de gens pervertis par vos doctrines.

Gérard. — Je crains fort que vous ne vous trompiez, M. Portefoin; que les jouisseurs cherchent à rallier autour d'eux tous les cerveaux obtus, c'est possible, nous sommes persuadés qu'ils ne se laisseront pas déposséder sans se défendre, mais que vous espériez enchaîner la majorité, voilà ou est votre erreur; quand nous dirons aux déshérités: ces biens, ces jouissances, sont à vous, à la seule condition que vous vous en empariez, vous croyez qu'en leur mettant en main le moyen de se satisfaire vous croyez, disons nous, que vous trouverez beaucoup de natures qui préfèrent périr à la peine que de jouir du bien-être? Tel n'est pas mon avis à moi.

Tous. — Ni le nôtre non plus.

Portefoin. — Rêve de fous. Utopie dangereuse. M. Gérard, comment pouvez-vous supposer que le même jour, à la même heure, dans toutes les communes de France, les malheureux auront l'idée de déposséder les propriétaires? Allons, convenez que cela n'a pas le sens commun.

Gérard. — Je n'ai pas dit un mot de cela, Monsieur. J'ai dit que cela se ferait, mais je n'ai pas dit que cette idée pousserait le même jour, et pour vous tirer d'inquiétude je vais vous dire comment cela viendra, vous voulez bien, n'est-ce pas?

Portefoin. — Oh! je ne vous réponds plus.

Gérard. — Peu m'importe, voici donc ce qui se passera, à Theuley aujourd'hui ou Lavoncourt demain, si d'aventure un des propriétaires de la terre commettait un acte inique, arbitraire: que dans la localité où le fait se passerait, il se trouve un justicier qui courre sus au gredin et le châtie comme il le mérite, chacun applaudira, le châtié s'appuyant sur votre hâtarde justice fera punir le justicier, les sympathies iront à celui-ci, les haines au propriétaire cela est sûr, ces faits se multipliant, les hommes s'habitueront à ne plus supporter d'injustices, car rien ne convainc comme l'exemple, les hommes irrités augmenteront leurs vengances en raison de la répression qui aura lieu et dans un temps très court, les haines couvriront partout, de façon qu'à la moindre étincelle, tout s'enflammera. Croyez-vous maintenant que je vous ai exposé une utopie?

RHUBARBE ET SÉNÉ

Les réactionnaires du trône et de l'autel et les réactionnaires de la république bourgeoise sont en train de s'appliquer le proverbe connu : « Passe-moi la rhubarbe et je te passerai le séné ».

La rhubarbe a été, cette semaine, du côté des réactionnaires de la république, un banquet légitimiste qui, disait-on, devait avoir lieu à Lyon dès les premiers jours d'octobre.

Or, comme les légitimistes ne tenaient pas beaucoup à ce banquet auquel le gouvernement ne tenait pas du tout, on s'est entendu à merveille et c'est ainsi que nous avons lu dans une petite feuille cléricalle du matin la désopilante nouvelle suivante :

« On croit savoir que les révolutionnaires lyonnais avaient formé le projet d'interrompre ce banquet par une manifestation de leur façon. L'Autorité ayant été prévenue, il est probable que pour éviter tout incident regrettable, le banquet n'aura pas lieu ou sera reporté à une autre date ».

Et les réactionnaires du trône et de l'autel ont répondu par le « séné », sous la forme des lâches dénonciations qui sont aujourd'hui dans les mœurs de leurs journaliers :

« On annonce que l'examen de documents importants recueillis par l'autorité judiciaire sur l'affaire de la bande noire de Montceau-les-Mines, va amener l'arrestation de plusieurs individus qui ont leur domicile dans d'autres départements que celui de Saône-et-Loire ».

Allons, messieurs les jésuites noirs et roses, continuez à vous passer la rhubarbe et le séné des infamies bourgeoises, nous nous chargeons de compléter la purgation !

MOUCHARDS

Le compagnon Bordat s'étant rendu à Roanne pour affaires, nous rapporte que, pendant 48 heures, il a été talonné par une dizaine de sbires de cette belle police républicaine que le czar de toutes les Russies nous envie, il a été gardé à vue pendant ses repas avec sa famille, ensuite au café, où il était avec ses amis, puis à la gare.

Nous invitons les révolutionnaires à se tenir prêts, afin de répondre d'une façon tout-à-fait anarchiste lorsqu'une de ces mains crasseuses se posera sur eux.

LE

SUFFRAGE UNIVERSEL ET SES CONSÉQUENCES

IV (1)

Si des réformes politiques nous passons aux soi-disant réformes économiques, mêmes résultats.

Nous laisserons de côté la suppression du livret, le repos du lundi, ne voyant pas ce que l'ouvrier y aura gagné de se reposer ce jour-là plutôt que le dimanche, nous attaquerons de suite la précieuse réforme qui, à elle seule, à ce qu'il paraît, doit émanciper le travailleur, nous voulons parler de la réduction à huit heures de la journée de travail.

Loin d'avoir le parti pris, comme on nous a accusés, de repousser toutes les réformes que l'on pourrait obtenir, sous le prétexte de vouloir tout ou rien, nous serions, au contraire, les premiers à combattre pour les obtenir, s'il nous était prouvé qu'elles puissent améliorer quelque chose, mais comme l'expérience nous démontre que, dans la société actuelle, se tourne fatalement au détriment du travailleur, nous ne voulons pas, sous prétexte d'améliorations, nous laisser bernier par n'importe quels faiseurs de programmes, perdre notre temps à courir après des chimères et prendre bêtement pour des lanternes toutes les vessies que l'on voudrait nous faire prendre comme telles.

Si nous écoutons le raisonnement de certains minimunards avec la loi des huit heures, on supprime les chômages, puisque, disent-ils, l'ouvrier travaillera moins, de plus il aura le temps de s'instruire et de s'occuper de la question sociale et par là, apprendre à connaître son véritable intérêt.

A première vue, en effet, rien de mieux,

seulement on n'a encore oublié ici qu'une chose : c'est le rôle du patron et ce rôle consiste tout simplement à prélever un bénéfice sur le travail de l'ouvrier. Or, aujourd'hui, pour qu'il puisse prélever ce bénéfice il faut que l'ouvrier travaille onze ou douze heures par jour, si l'ouvrier travaille 1/3 de moins par jour et qu'il soit payé le même prix, le bénéfice se trouve supprimé ou du moins notablement écorné, à moins pourtant qu'il ne se produise le même fait qui s'est produit en Angleterre lors que la loi de neuf heures fut votée, c'est-à-dire que les patrons forcent à produire en neuf heures ce que l'on produit aujourd'hui en douze, soit en introduisant dans leurs ateliers de nouvelles machines soit en accélérant le mouvement de celles déjà existantes et à l'appui de ce que nous avançons nous n'aurons qu'à citer ce passage du livre *Le Capital* : « Bien que les inspecteurs de fabrique ne se lassent, et avec juste raison, de faire ressortir les résultats favorables de la législation de 1844 et 1850, ils sont néanmoins forcés d'avouer que le raccourcissement de la journée a provoqué une condensation de travail qui attaque la santé de l'ouvrier et par conséquent sa force productive elle-même ; dans la plupart des fabriques de coton, de soie, etc., la surexcitation qu'exige le travail aux machines, dont le mouvement a été extraordinairement accéléré dans les dernières années, paraît être une des causes de la mortalité excessive par suite d'affections pulmonaires que le docteur Greenbow a signalée dans son dernier et admirable rapport. Il n'y a pas le moindre doute que la tendance du capital à se rattacher sur l'intensification systématique du travail (dès que la prolongation de la journée lui est définitivement interdite par la loi) et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en un nouveau moyen d'exploitation, doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures de travail deviendra inévitable. » (*Capital*, Karl Marx, chap. XV, page 180.)

Un peu plus loin, voici ce qu'il cite lui-même : « La loi de fabrique a pour effet de pousser à l'introduction de machines. » (page 205).

Ainsi voilà l'effet d'une de ces fameuses réformes, une extension de maladies de nos jours pour les uns et le remplacement de la peine de faire des députés pour cela, ça viendra bien tout seul.

Si de la réduction des heures de travail nous passons à la fixation d'un salaire minimum, nous n'aurons qu'à consulter la loi des salaires pour voir que l'augmentation des travailleurs qui résulterait d'un salaire élevé aurait pour effet de le ramener à un taux inférieur à bref délai, de plus encore les patrons étant forcés de payer davantage leurs ouvriers, ils augmenteraient leurs produits, les corporations similaires en feraient de même et comme tout s'enchaîne, il s'ensuivrait que l'ouvrier gagnerait un ou deux francs de plus par jour mais il lui en faudrait trois de plus pour vivre, comme auparavant, résultat : néant. Pour prouver ce que nous avançons nous n'aurons qu'à faire appel aux souvenirs de ceux qui vivaient en 1830, 1848 et ils nous diront que certainement l'ouvrier gagnait moins à ces époques, mais les vivres, les logements étaient bien meilleur marché et que certainement la progression a été beaucoup plus forte pour ces derniers objets que pour les salaires.

A cela on nous objectera que ce tarif serait toujours révisable, mais alors ce serait un cercle vicieux d'où il n'y aurait pas moyen de sortir. Les ouvriers se feront augmenter leur salaire, les patrons augmenteront leurs produits et nous perdrons ainsi notre temps à ce jeu de cache-cache où les capitalistes ont toujours le dernier mot ; d'ailleurs, ne reconnaissant ni à l'État, ni aux capitalistes le droit d'exister, nous n'avons pas à demander au premier d'intervenir dans les relations entre ces derniers et les ouvriers, la société est tellement établie que toute prétendue réforme se tourne immédiatement contre le travailleur ; au lieu de chercher à améliorer cette société qui nous exploite, ce que d'ailleurs nous reconnaissons impossible, nous ne devons avoir qu'un but : la détruire pour installer à sa place le régime de la justice et de la liberté.

(A suivre).

MEETING COLLECTIVISTE

La demi-douzaine d'affamés de « pouvoir » qui composent à Lyon ce que l'on est convenu d'appeler le « parti ouvrier » par euphémisme, (car c'est « parti des aspirants bourgeois » que l'on devrait dire), a perdu, samedi dernier, une jolie occasion de rester dans la chapelle où elle communie sous les espèces trompeuses du « collectivisme ».

Le meeting pour lequel cette demi-douzaine avait dérangé les deux grands-prêtres Guesde et Lafargue, leur a surabondamment prouvé que, malgré le concours de leurs alliés naturels, les *Alliancards*, les révolutionnaires de Lyon sont bien décidés à ne plus être les dupes de théories fallacieuses se résumant par cette phrase classique « Ote-toi de là que je m'y mette ! »

Le bureau était exclusivement formé de membres de la Fédération socialiste-révolutionnaire, c'est-à-dire de compagnons, nos amis, désignés aux acclamations de la salle presque tout entière.

Et deux orateurs de cette Fédération ont suffi pour crever, en quelques minutes, les ballons collectivistes, gonflés d'espérances électorales, que les Guesde et les Lafargue s'efforçaient vainement de lancer dans les airs, en lâchant sur l'auditoire le lest des « troubles de Montceau-les-Mines » de la « question des loyers » et de la guerre égyptienne.

Nous espérons que cette leçon leur servira.

Vous souvient-il de l'époque où les séides du Quatrième Etat — possibilistes ou impossibilistes, à l'envi — n'avaient pas assez d'ironiques lazzis à l'adresse des « révolutionnaires dynamisants » et du « demi quarteron d'apprentis chimistes de l'Anarchie ? »

Le temps — et les hommes — sont bien changés depuis.

Voici, en effet, que, à la fin d'un article publié par le *Citoyen*, et dont l'auteur ne conseille ni plus ni moins aux fellahs Egyptiens vaincus de se constituer un parti révolutionnaire à la mode russe — le nihilisme arabe, quoi ! — nous lisons les lignes significatives suivantes :

Rappelez-vous bien que quand on a mis le pied dans la voie de la Révolution, on ne saurait

revenir vers le but, sans jamais en écarter le pied. Donc, à l'œuvre sans plus tarder. La bande des oiseaux de proie va de nouveau s'abattre sur l'Egypte désolée ; si la poudre ne suffit pas à détruire ces rapaces, EMPLOYEZ LA DYNAMITE.

Nous ne saurions mieux dire.

A quoi faut-il donc attribuer cette conversion subite — que certains symptômes transparents présageaient depuis quelque temps déjà — de messieurs les minimunards, en train de se rallier au maximum révolutionnaire ?

La réponse est faite.

C'est que, sans se laisser détourner de sa route, ni par les injures, ni par les calomnies, le « demi-quarteron » a fait de la besogne — besogne qui n'est pas restée stérile. C'est que ses « fumisteries » ont trouvé diablement de l'écho dans la foule. C'est que le flot de l'anarchie « dynamisante » monte, et que, pour ne pas être noyé par lui, il faut bien se mettre au diapason de l'opinion révolutionnaire.

Qui donc avait dit que nous étions des utopistes ?

Ce qui se passe semble, au contraire, attester que s'il y a jamais eu des utopistes quelque part, ce n'est pas de notre côté, où loin de mettre une sourdine à nos revendications primitives, nous n'avons jamais fait que les accentuer chaque jour davantage, mais plutôt dans le camp de nos rائلeurs d'antefois, obligés de reprendre en sous-ordre, pour se rendre à peu près tolérables, nos théories et notre méthode, au point de méter, eux aussi, un peu de dynamite à l'encre de leurs plumes.

PACTE FÉDÉRATIF

DE

L'Alliance Anarchiste Stéphanoise

DÉCLARATION DE PRINCIPES

L'alliance se déclare athée, ne croyant qu'à la transformabilité de la matière, toujours perfectible, et considérant dieux et religions comme le plus inépuisable outil d'abrutissement de l'humanité.

Elle se déclare communiste : la création de tout ce qui existe étant l'œuvre de la nature ou le résultat des efforts collectifs de l'humanité depuis son existence historique ; sa propriété ne peut ap-

partenir qu'à la collectivité des êtres humains.

Elle se déclare anarchiste : car tant qu'un ou plusieurs hommes auront la possibilité d'imposer leur autorité à un autre, l'émancipation de l'humanité restera à résoudre.

En conséquence de ceci, l'alliance reconnaît à tous les êtres humains le même droit à la satisfaction de tous leurs besoins et accepte dans son sein tous les individus ou groupes qui s'engagent à défendre ces principes tout en conservant leur autonomie absolue.

Joignant à cette première déclaration de principes le manifeste adopté à la réunion de Genève et publié par le *Revolté* (4^e année, n° 13), l'alliance croit devoir ajouter, après expérience, l'engagement suivant, obligatoire pour tous ses membres.

1° Garder le secret sur toutes les décisions prises en Assemblée, à moins toutefois que la publicité ait été jugée nécessaire.

2° Ne présenter pour les faire recevoir que des citoyens dont on sera absolument sûr. L'admission des membres nouveaux pourra toujours être discutée.

Dispositions Supplémentaires.

1° L'Alliance a une réunion mensuelle à jour fixe.

2° Afin de faciliter les rapports, l'Alliance nomme un secrétaire, toujours révocable, chargé des correspondances, convocations, etc.

3° En cas d'urgence, ou sur la demande d'un groupe, le secrétaire peut convoquer une réunion extraordinaire.

Pour L'Alliance,

LE SECRÉTAIRE.

Dans une réunion intime de socialistes, un de ces citoyens disait, et cela d'accord avec plusieurs écoles :

Il faut s'emparer du pouvoir politique et cela sans s'inquiéter des revendications sociales, réclamées à grands cris par le peuple, qui ne veut pour ainsi dire que cela ; — mais s'emparer du pouvoir politique, répondrons-nous, c'est livrer le peuple au jacobinisme communiste bourgeois, ce qui ferait perdre le peuple, avide de réformes économiques, à faire une autre révolution après, et c'est ce que nous ne voulons pas et la masse non plus, nous en sommes certains, car si le peuple consent à faire une révolution, c'est à condition que ce soit la dernière.

RÉPONSE

QUELQUES OBJECTIONS

Comme le bon roy Louis XVI, le bon bourgeois d'aujourd'hui reconnaît la nécessité des abus ; ainsi que la royauté, la République à les siens. Ils sont inhérents au régime, inévitables et même nécessaires. Celui qui en a le moins, dit-il, est cela va s'en dire, son gouvernement, d'où la conclusion que nous sommes on ne peut plus heureux sous cette république soc. . . d'escamoteurs.

Que le bourgeois soit, par intérêt, de cet avis, cela est dans l'ordre logique, mais on ne comprend pas que le prolétaire gobe l'ameçon et trouve de bonne foi, que, quoique victime de cet état de choses, il ne soit guère possible de faire mieux et d'acquiescer une situation peu tenable.

L'Étendard ne prétend pas faire des conversions qui sont déjà faites, mais son but est d'amener à lui, à l'anarchisme communiste, tous les prolétaires dans l'esprit de qui il reste encore quelque indécision à la suite de ce que des questions de détail ne leur semblent pas conciliables avec le nouvel ordre social.

Citoyens, chair à canon et chair à fabrique qui croyez, trompés par cet ignoble vampire appelé exploitateur, que l'homme a besoin d'être dirigé par l'homme, quoique vous reconnaissiez à ce dernier des défauts et des imperfections, quelque nombreux soient-ils, ne sont point suffisants pour motiver la suppression de tout gouvernement attendu que ce dernier selon vous est de toute indispensabilité, je vous prie de sui-

(1) Voir l'Étendard, numéros 2, 3 et 5.

vre votre déclaration de principes et je suis sûr que vous vous rendrez compte de son inanité, de son non sens, et que toute objection sérieuse anéantie, vous viendrez à nous sans arrière pensée, convaincus qu'il n'y a pas, au mal existant, d'autres remèdes que ceux pronés avec preuves à l'appui par l'Étendard. Tous les articles de ce journal font foi de ce que j'avance. Lisez-le avec confiance, réfléchissez mûrement aux vérités qui y sont énoncées et une nouvelle conviction, qui sera la nôtre, se fera d'elle même.

Vous disiez tout à l'heure que les hommes du gouvernement avaient des défauts, des imperfections; mais dès que vous les leur constatez, vous montrez que vous sauriez mieux faire. Mais il y a mieux que de se faire gouverner par moins habile que soi. Ne sentez-vous pas qu'il vous faut une fameuse dose d'abnégation de vous-mêmes, d'apathie, d'indifférence coupable, pour vous laisser diriger, exploiter indignement par votre inférieur, intellectuellement parlant, mais moins scrupuleux et plus audacieux que vous? Serait-il plus intelligent, qu'il n'y aurait pas de motif suffisant pour qu'il vous gouvernât à sa guise, parce que qui dit gouverner dit exploiter, et vous voulez être libres, exempts de sangsues.

Pour vous rendre compte d'une manière plus complète de ce qu'est le gouvernement, je vous prie de vous reporter à l'article intitulé *Plus de gouvernement*, publié dans le dernier numéro du *Droit* et dans les deux premiers de l'*Étendard*.

Je veux aujourd'hui m'appliquer à réfuter quelques objections regardant la société sous le communisme anarchiste.

1^{re} objection. — Aujourd'hui il y a beaucoup de fainéants, accaparant pour la plupart et individuellement le produit du salaire d'environ cinquante prolétaires, mais sous la Commune il y en aura bien davantage, et la misère sous ce dernier régime sera à son comble.

Pour formuler une telle affirmation il faut beaucoup de cynisme car il suffit, pour apprendre à se taire, de savoir, ou de ne point nier qu'il n'y aura comme aujourd'hui qu'un seul mobile du travail, le besoin.

Cemobile, assez déterminant, j'ose croire, qui pousse actuellement l'ouvrier ou à l'atelier ou aux champs, sera sous la Commune tout comme sous le régime abhorré de la bourgeoisie, le mobile puissant, irrésistible, auquel personne ne pourra et ne cherchera de résister.

La réactionnaire ci-dessus, a moi rapportée par un prolétaire plus simple que méchant, émane, sans doute, d'un bourgeois en dépit qui, pour atténuer sa fonction de parasite, traite de vieux un régime où il n'aura plus le même avantage. En effet, qui est-ce qui peut, si ce n'est un bourgeois, tenir sans rire sérieusement ce langage? Il veut ignorer apparemment que c'est là le vice dominant de l'organisation sociale actuelle et que l'unique but des réformateurs est de le détruire en détruisant sa cause qui est la propriété, et par la même le pouvoir qui est la conséquence et le gardien de cette dernière.

Il ne veut pas croire non plus, que sous la Commune tous les hommes étant égaux, les privilèges seront mis au rancart et que la condition sine qua non de l'existence sera le travail. La peu agréable perspective d'un aussi profond changement à sa belle situation lui tourne la tête, et lui fait voir pleine de défauts une organisation qui n'en aura pas et lui empêche, vu son égoïsme de convenir de ceux dont la sienne est pleine.

Ce n'est point certainement pour répondre au bourgeois horrifié que j'ai donné ces lignes d'explication, mais pour le prolétaire qui serait tenté, (si toutefois il y en a), d'écouter et de suivre ces pernicieux conseils.

Au mobile du travail donné ci-dessus il faut en ajouter un autre qui ne hante point le cerveau de l'ouvrier mais celui du propriétaire. C'est l'insatiable ambition qui nous fauche par milliers tous les jours. L'ambitieux est si avide, si diabolique, si gloton, qu'il ne peut tout seul satisfaire à son bestial appétit; il a besoin d'employer et de gruger ses semblables.

Mais voilà l'exploitation. Et ce serait par égard pour l'exploiteur que l'exploité rejeterait la Commune? Cela aurait le bon sens du chasseur qui ménagerait le lion pour en être dévoré.

(A suivre.)

MOUVEMENT SOCIAL

L'ÉTENDARD à Paris.

Les révolutionnaires anarchistes de Paris organisent pour le mardi 26 septembre salle de la Redoute rue J. J. Rousseau, une conférence publique et contradictoire au profit de l'*Étendard révolutionnaire* que chaque localité en fasse autant et nous aurons organisé la résistance contre les assises supplémentaires dont nous sommes menacés, allons donc Thémis rira bien qui rira le dernier.

Paris, le 19 septembre.

Cher Compagnon.

Je vous prie d'avoir l'obligeance d'insérer dans votre prochain numéro le procès-verbal suivant.

Samedi dernier a eu lieu salle Morel une réunion plénière des anarchistes de Paris.

L'ordre du jour portait.

Des nouveaux moyens d'action et de propagande que doivent poursuivre les anarchistes.

Il a été décidé, après des explications données par plusieurs compagnons, qu'une permanence existerait tous les samedis, chez Rousseau, 131, rue Saint-Martin.

Nous comptons sur le concours de l'ÉTENDARD pour aviser nos amis de la décision prise.

Troyes. — La chambre syndicale des métallurgistes de Troyes, a cru devoir envoyer au *Petit Troyen*, au *Proletaire* et à l'*Étendard révolutionnaire*, une protestation contre une correspondance insérée dans le numéro 6 de l'*Étendard*, et émanant du groupe: « Les Niveleurs Troyens. »

Cette protestation, qui ne réfute aucun des faits que nous avons racontés, n'est qu'un tissu de mensonges et d'insinuations malveillantes, comme savent si bien en débiter ceux qui se décorent pompeusement du titre de « Parti ouvrier. »

Les rares métallurgistes syndiqués commencent par dire que notre correspondance était signée: Buache, ouvrier serrurier, ce qui est faux, quoique nous ne soyons nullement des collectivistes, elle était signée — comme ce qui émane de notre groupe — de notre signature collective: « Les Niveleurs Troyens. »

Ces messieurs nous reprochent d'avoir « attaqué le citoyen Jeoffrin, » conseiller municipal de Paris, membre du « Comité national du Parti ouvrier », de « l'Union fédérative du centre », sempiternel candidat à la députation, etc., et délégué, par leur chambre syndicale, au congrès de la rue Oberkampf, ainsi que leur Chambre syndicale. Or, voici ce que nous avons écrit:

« Comment se fait-il, citoyen Jeoffrin, que de ce groupe si puissant qui vous a « délégué, il ne se trouvait pas même « deux de vos commettants pour vous « relever de votre mandat? Ou ce groupe « n'est qu'un fantôme, qu'un groupe élastique, comme vous disiez des caoutchoucs tiers de Paris, ou vous n'avez plus sa « confiance. Dans les deux cas, un peu plus « de modestie vous eût mieux relevé. »

A cela, les métallurgistes répondent: « Ce « n'est pas un petit groupe, mais bien une « société fonctionnant en règle, n'étant pas « reconnue, il est vrai, par l'Etat, mais « existant sous la tolérance administrative « au même degré que les chambres syndicales de Paris, et marchant au grand « jour, ce que beaucoup de bandes qui ne font « nullement fusion avec le parti ouvrier ne « peuvent pas faire. »

Comme ça sent le Tartufe et le mouchar d'une lieue. Mais passons. Après avoir discerné — mieux vaut tard que jamais — un brevet d'encouragement à leur idole, les métallurgistes ajoutent: « Nous appuyons « le citoyen Jeoffrin dans l'exclusion qu'il « a voté, contre des gens qui ne sont bons « qu'à jeter le désarroi dans le parti ouvrier et qui vivent, non pas de leur travail manuel ou intellectuel, mais bien « des secours provenant de tous les côtés, « peu leur importe la main qui les donne. »

Cette fois, messieurs les métallurgistes! nous vous prenons la main dans le sac. Nous vous mettons au défi de prouver qu'un seul de nous n'est pas ouvrier à livret et ne vit pas de son travail manuel. En attendant que vous fassiez cette preuve nous allons vous rappeler une petite histoire qui démontrera à tous les travailleurs que c'est sans doute de vous-mêmes que vous avez voulu parler.

L'année dernière, la métallurgie prit l'initiative de convoquer tous les groupes constitués de Troyes afin de nommer une commission qui serait chargée de recueillir des fonds, pour ériger, au cimetière de la ville, un monument à la mémoire du citoyen Cottet, professeur de mathématiques, deux fois victime du Deux-Décembre.

Cette commission, une fois nommée, fonctionna aussitôt et les listes de souscriptions furent couvertes en peu de temps. Messieurs les bourgeois rivalisaient avec les ouvriers pour apporter leur obole. Dans ces conditions, l'érection du monument appartenait aux souscripteurs; mais la métallurgie ne l'entendit pas ainsi et fit graver sur le monument l'inscription suivante:

« La Chambre syndicale des métallurgistes à son ami. »

Le 14 juillet, jour de fête pour la bourgeoisie régnante et possédante, fut choisi par ces messieurs pour l'inauguration du dit monument; tous les ouvriers y furent conviés, mais très peu n'y voulurent assister lorsqu'ils virent les métallurgistes du « parti ouvrier » à la tête d'une bande de bourgeois déployant le drapeau tricolore qui a présidé à tous les massacres des ouvriers. Cette manifestation a été ce qu'ils avaient voulu qu'elle soit, c'est-à-dire ultra-bourgeoise.

Vous voyez, messieurs de la métallurgie, par ce simple exposé, que vous vous êtes trompés en nous dérochant vos calomnies. Ce n'est pas nous qui allons mendier de l'argent à des bourgeois pour rendre des honneurs à un ami, victime de la bourgeoisie. Ce n'est pas nous qui fabriquons, toujours avec l'argent des bourgeois, des marchepieds pour monter sur les tréteaux de la baraque parlementaire. Ce n'est pas nous, en un mot, qui « vivons de secours provenant de tous les côtés, peu importe la main qui les donne. »

Il est temps d'intervertir les rôles et de rendre à chacun ce qui lui appartient, c'est ce que nous saurons faire chaque fois que vous essayerez de nous salir de votre bave jésuitique.

LES NIVELEURS TROYENS.

GRAND MEETING

Organisé par le groupe anarchiste
AVEC LE CONCOURS DE

La Citoyenne Louise MICHEL

Dimanche 24 Septembre 1882, salle de FLORE,
1, rue du Bel-Air (VERSAILLES)

ORDRE DU JOUR:

La Révolution Sociale

PRIX D'ENTRÉE: 50 cent. — Places
réservées: 1 fr.

N. B. — On peut se procurer des Cartes d'entrée
au lieu de réunion.

Portes ouvertes à 2 h. de l'après-midi.

Cercle d'Études sociales du faubourg
Marceau.

Un groupe de révolutionnaires des 5^e et 13^e arrondissements, ont pensé que l'approche des longues veillées pourrait rendre fructueuse la propagande faite parmi la population si exploitée de cette partie de Paris, qui renferme le bague Constant Say et dont la masse d'ouvriers des cuirs et peaux qui l'habitent sont si éprouvés depuis de longs mois; à cet effet, ils ont pris l'initiative de la formation d'un cercle, dont les trois premières réunions ont été très suivies, et ils prient tous ceux qui ont à cœur de sortir de la misérable situation qui leur est faite par l'exploitation sous toutes ses formes, et qui sont encore dans le doute sur les moyens à exercer pour en sortir, d'assister aux réunions du cercle qui ont lieu tous les jeudis, à huit heures du soir, salle Fournier, au premier, rue Pascal, 19.

Aucune cotisation, aucune obligation de donner son nom ne sont exigées, c'est une réunion de camarades.

Nous recevons de la Chambre syndicale des métallurgistes de Troyes, une protestation contre une lettre de notre correspondant de cette localité, parue dans l'*Étendard* du 3 septembre, lettre par laquelle nous apprécions d'une façon tout

à fait indépendante la conduite anti-révolutionnaire du soi-disant parti ouvrier en général et de M. Joffrin en particulier.

Nous dirons à ces quelques travailleurs aveugles qu'ils sont absolument libres de se pendre à la redingote d'un Joffrin quelconque, quand à nous qui ne voulons subir l'autorité d'aucun Joffrin, pas plus ceux du Tiers-Etat que ceux du quatrième, nous détruirons toujours et par tous les moyens en notre pouvoir, ces sauteurs du tremplin électoral.

AVIS

Pour tout ce qui concerne le groupe matérialiste anarchiste de Marseille, écrire au compagnon Torrens, secrétaire correspondant, rue St-Laurent, 54, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Groupe anarchiste révolutionnaire
La VENGEANCE

Annonay. — Le compagnon Jean-Marie Galliot prévient les groupes socialistes révolutionnaires qui ont des communications avec le groupe anarchiste révolutionnaire la *Vengeance* que son nouveau repaire est transféré rue l'Arcade 6, à Annonay (Ardèche).

SOUSCRIPTION

DES

CONTRAINTE PAR CORPS

Hugonnard 0,50, deux reliquats 0,50, Martin Régis 1,00, Daubas 1,50, O... 1,05, Collecte faite à la réunion de l'Élysée 27,55, Thomas 2,00, Grave de Paris 1,00, Les femmes révolutionnaires lyonnaises groupe Marie Ferré 5,00, Jarroux de Roanne 1,05, Guibert 0,60, Une citoyenne du groupe Marie Ferré 0,50, Michaud de Lyon 1,00, Poutou de Bordeaux 0,50, un groupe de megistiers de Paris 5,00, Souscription faite par le groupe révolutionnaire la *Veance* 5,55, diverses souscriptions d'Annonay 2,20, Contrainte pour la Ricamairie payé par les révolutionnaires Stéphanois 52,50, les révolutionnaires de Cette 18,00, Total 124,00.

SOUSCRIPTION

POUR LA

PROPAGANDE RÉVOLUTIONNAIRE

Giron 0,50, Melluret 0,45, un groupe de diabolins 5,00, section de la Croix-Rousse 4,30, les révolutionnaires de Fontaine 13,45, groupe révolutionnaire de la Croix-Rousse versé par Ribeyre 4,00, Collecte faite à la salle de l'Alcazar à Paris versé par Grave 4,80, un révolté de Vienne 0,40.

Un révolutionnaire d'Annonay 2 fr., versement fait par un citoyen de la rue des Petites-Ecuries, pour la propagande révolutionnaire (somme oubliée 5 fr., un compagnon de Thurins 0,50, versé par deux compagnons de la campagne 0,50, P. 0,50, N. 0,15, collecte faite à la sortie de la réunion de l'Alcazar, versé par Sourisseau 0,60, huit révoltés anarchistes nimois, pour la propagande révolutionnaire 2,50.
Total 44 fr. 65.

DÉPÔTS A PARIS

DE

L'ÉTENDARD RÉVOLUTIONNAIRE

On peut se le procurer, à Paris, chez les libraires suivants: Payet, 113, rue du Temple; Beauvill, rue Nationale; Poulot, 28, avenue des Gobelins; Geoffroy, 31, boulevard Arago; Dolay, avenue de Choisy (place d'Italie); Meunier, 4, rue Linné, et au bazar placé au coin de la rue et du boulevard Saint-Marc; Rebricard, boulevard de Belleville, 32; Ghomeru, rue Mouffetard.

Le gérant, BOURDON.

Lyon, impr. A. PASTEL, 40, petite rue de Cuire,